

CHAPITRE XIX.—TRAVAIL ET SALAIRES.¹

PARTIE I.—TRAVAIL.

Section 1.—Occupations de la population.

Cette section, qui autrefois faisait partie du chapitre de l'Annuaire sur le travail et les salaires, a été portée au chapitre de la population où une analyse assez détaillée des occupations de la population en 1921 a paru aux pp. 137-151 de l'Annuaire de 1929.

Section 2.—Ministère fédéral du Travail.

Le ministère fédéral du Travail a été créé en 1900 en vertu de la loi de Conciliation, adoptée en 1900 (63-64 Vict., ch. 24). A l'origine, ses attributions consistaient essentiellement à veiller à l'exécution de certaines dispositions de cette loi tendant à prévenir les différends entre patrons et ouvriers et à les solutionner, le cas échéant; à appliquer le principe des salaires équitables adopté par le gouvernement pour la protection des ouvriers dans l'exécution des travaux publics ou des entreprises subventionnées; à colliger et compiler, sous forme de statistiques, toutes informations relatives à la condition de la classe ouvrière et à publier un journal mensuel, la "Gazette du Travail". De 1900 à 1909, ce département fut dirigé par le ministre des Postes, qui était en même temps ministre du Travail, puis il fut érigé en ministère spécial par la loi du ministère du Travail, de 1909 (S.R.C. 1927, c. 111.)

Le rôle de ce département fut considérablement étendu en 1907 par la loi d'Arbitrage des Différends industriels (S.R.C. 1927, c. 112). Ce ministère est également chargé de l'application d'une loi adoptée en 1918 connue sous le nom de loi de Coordination des Bureaux de Placement (S.R.C. 1927, c. 57): il gère les Pensions Viagères du gouvernement (loi de 1908, S.R.C. 1927, c. 7); surveille l'application de la loi sur l'Enseignement Technique votée en 1919 (S.R.C. 1927, c. 193); la loi des Allumettes à phosphore blanc de 1914 (S.R.C. 1927, c. 128), ainsi que la loi de 1923 sur les enquêtes en matières de coalitions commerciales (S.R.C. 1927, c. 26), et la Loi des Pensions aux Vieillards, 1927, (S.R.C. 1927, c. 156), la loi des salaires équitables et de la journée de huit heures, 1930 (20-21 Geo. V, c. 20), la loi de l'Instruction professionnelle, 1931 (21-22 Geo. V, c. 59), la loi pour soulager le chômage et aider l'agriculture, 1931 (21-22 Geo. V, c. 58), et la loi pour soulager le chômage, 1930 (21 Geo. V, c. 1.). D'autres soins sollicitent encore l'attention de ce rouage et élargissent son domaine tels que l'étude du problème du coût de la vie et l'application des mesures adoptées par l'organisation internationale du travail de la Société des Nations. On verra ailleurs dans ce volume comment fonctionnent la loi des pensions de vieillesse (voir p. 672) et loi de 1923 concernant les coalitions pour restreindre le commerce (p. 684). Pour ce qui est de la loi des rentes viagères de l'Etat de 1908 et de celle sur l'enseignement technique, voir les chapitres qui traitent de l'assurance et de l'instruction publique.

Arbitrage des conflits du travail.—La loi sur l'arbitrage des différends industriels (S.R.C. 1927, c. 112) a attiré la sympathique attention des législateurs et sociologues du monde entier. Elle prohibe les grèves et contre-grèves dans les

¹Les sections et sous-sections de ce chapitre, à l'exception de la section 3; la section 7 et la section 9, ainsi que la sous-section 3, toutes de la Partie I, ont été révisées par ou sous la direction de H. H. Ward, sous-ministre, ministère du Travail, Ottawa. L'information contenue dans la section 3, Partie I, a été obtenue des ministères provinciaux du Travail ou des Offices du Travail, et les données de la section 7, Partie I ont été révisées par le président des Commissions de Compensation de chaque province.